



Denonville

Léo-Paul Desrosiers

Numéro 23, 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079960ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079960ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Desrosiers, L.-P. (1958). Denonville. *Les Cahiers des Dix*, (23), 107–138.
<https://doi.org/10.7202/1079960ar>

Denonville

Par LÉO-PAUL DESROSIERS

de l'Académie canadienne-française

Dans l'expédition de La Barre, personne ne distingue bien l'un des aspects encourageants: s'affrontant à Onnontaé, Anglais et Français se sont livrés une vive lutte d'influence. Ces derniers l'ont gagnée. Engagés trop profondément dans l'alliance anglaise, les Iroquois ont retraits et affirmé leur indépendance. La tribu centrale des Onnontagués, la plus habile, est dévouée aux intérêts français. C'est presque une tradition chez elle. Ses chefs, parmi lesquels on compte des catholiques, jouissent d'un grand prestige: ils s'entendent bien avec le père Jacques de Lamberville qui, de la capitale de l'Iroquoisie, dirige les missions des Jésuites. Ceux-ci rallient assez facilement à eux les Onneyouts, les Goyogouins et même les Agniers qui, rapprochés d'Albany, résistent moins aux pressions anglaises, mais ont perdu de leur importance. Seuls, les Tsonnon-touans sont récalcitrants et, poussés par leurs griefs, très accessibles aux intrigues du gouverneur de New-York.

Fallait-il jeter le manche après la cognée, abandonner les négociations, recourir de nouveau et tout de suite à la force? Sans doute, chaque mois qui passe rend la situation plus délicate, plus compliquée. L'expédition de La Barre a inauguré chez les Iroquois un jeu de bascule: si les Français exigent d'eux des attitudes qui leur déplaisent, ils s'allient aux Anglais contre eux; ou vice-versa. Et, en 1685, les événements se précipitent. Le gouverneur de l'Etat de New-York, Dongan, travaille maintenant avec détermination, avec adresse et rouerie, pour rattacher l'Iroquoisie à l'Angleterre; il répand chez ce peuple des théories nouvelles, il l'endoctrine. Guidé par les habiles marchands d'Albany, il multiplie les grands conseils et les conciliabules. Il veut ruiner l'amitié française. Il est à l'affût de tout incident qui donnera de la consistance à sa politique des frontières. Son emprise assez légère sur ce pays, il veut l'augmenter et la rendre permanente. Car les Iroquois sont les anciens pourvoyeurs de fourrures d'Albany et Dongan voit en eux les guerriers qui défendront les

colonies anglaises contre la Nouvelle-France et les Indiens hostiles. La défense naturelle de la France contre une offensive pareille était à n'en pas douter un recours suprême à la politique d'amitié et une tentative profonde de régler pacifiquement les problèmes franco-iroquois. Elle avait de beaux atouts à jouer encore. Et surtout, la guerre rejetterait de nouveau et peut-être à jamais les Iroquois dans les bras des Anglais qui s'apprêtaient à les recevoir.

Cependant, à Paris autant qu'à Québec, personne ne se soucie plus de cette solution raisonnable élaborée par Tracy, Courcelles, après leurs expéditions blanches, et appliquée avec fidélité par Frontenac durant sa première administration. Ce phénomène aussi étrange que malheureux, s'explique de la façon suivante. L'infortuné La Barre reçoit de tous côtés les blâmes les plus violents. De Meules se montre envers lui d'une dureté féroce. Le reproche sur lequel l'attention se concentre, est qu'il a abandonné des alliés indiens de la Nouvelle-France, qu'il a rabaisé le prestige français et qu'il a diminué la crainte salutaire que les Iroquois avaient de la valeur française. Seignelay parlera de la paix honteuse de La Barre. Non sans motif, le Roi écrira ce qui suit : « J'ai raison de ne pas être satisfait du traité conclu entre le Sieur de La Barre et les Iroquois. Son abandon des Illinois m'a sérieusement déplu et m'a déterminé à le rappeler ». Cette condamnation est juste. Mais quelle démarche adopter pour ressaisir l'avantage? Une expédition de guerre a été la cause d'un échec, une seconde expédition mieux conduite rétablira une paix durable. La réponse est trop simpliste : Tracy, Courcelles avaient appris en leur temps que la guerre ne donnait pas de résultats substantiels parce qu'il était impossible de faire vraiment du mal aux Iroquois.

Pourtant, c'est le parti auquel on se rallie. Le choix du Roi se porte sur Denonville. Théoriquement, il « aura le pouvoir . . . de continuer la paix, ou de déclarer la guerre, selon qu'il le jugera nécessaire à mon service ». Ces phrases sont du 10 mars 1685. Toutefois, les instructions indiquent mieux le courant qui règne dans les cercles de la Cour, et, au fond, la décision que le nouveau gouverneur prendra un mois ou un mois et demi après son arrivée. Son premier devoir « sera d'assurer la tranquillité au Canada par une paix ferme et solide »; mais pour que celle-ci le soit, « l'orgueil des Iroquois doit être humiliée, les Illinois et les autres tribus qui ont été abandonnés par le sieur de La Barre doivent être soutenus, et dès le début, on doit donner à comprendre aux Iroquois, par une politique vigoureuse et ferme, qu'ils auront tout à craindre s'ils ne se soumettent pas aux conditions que le bon plaisir du gouverneur

leur imposera ». Denonville doit publier partout que sa tâche est de protéger les alliés de la France, appuyer s'il le faut ces paroles par une déclaration de guerre et par une expédition. Il doit empêcher les Iroquois de guerroyer contre les Illinois et traiter même ces Indiens en ennemis sur le territoire canadien, s'il le faut.

L'intention de faire la guerre est encore plus nette si l'on examine les actes de Denonville après son arrivée en Nouvelle-France. Il n'entreprend pas de négociations importantes avec l'Iroquoisie, on peut même dire qu'il n'accorde aucun regard à la politique d'amitié. Après un rapide voyage jusqu'à Katarakouy, et qui excite les rumeurs les plus dangereuses, après un bref examen de la situation, il opte pour la guerre. Dès le 26 septembre, quelques semaines après être descendu du navire, il sera déjà engagé dans cette voie. De Meules écrira ce qui suit : « M. de Denonville se met en état de porter la guerre aux Iroquois en l'année 1687 et pour cet effet, il prend ses précautions de bonne heure ». Il a déjà convoqué à Québec pour l'année 1686, les grands chefs de l'ouest : La Durantaye, Tonty, Du Lhut; il concertera avec eux les moyens d'organiser un énorme contingent d'Indiens alliés qui partira de l'ouest et du sud-ouest du lac Michigan pour se joindre aux troupes françaises. Il est fort satisfait du fort Frontenac, il y envoie le sieur d'Orvilliers avec une compagnie qui servira de garnison. Des Jésuites, il obtient l'envoi du père Millet au même endroit, le retirant de l'Iroquoisie à un moment où il ne le faudrait pas. Bientôt, il fera scier de la planche pour la construction de cent chaloupes, moins dispendieuses que des canots. Il demande qu'on lui envoie en 1686 de grosses provisions de vivres qu'il déposera à Katarakouy; pour sa part, il fera semer des pois autour de ce poste qui produit déjà trois cents minots.

Denonville a-t-il découvert un moyen efficace de frapper gravement les Iroquois? Nul gouverneur n'étudiera plus longuement dans ses dépêches le problème que cette tribu posait à la France. Il repassera toutes les solutions examinées dans le passé, depuis la vente par l'Angleterre à la France de l'Etat de New-York jusqu'à l'occupation militaire et à la colonisation subséquente de l'Iroquoisie. Il saura même que si une alliance solide lie les Iroquois et les Anglais, il devient impossible de mater les premiers. Ces examens répétés prouvent d'une manière ferme que seule la politique d'amitié, appuyée sur la force, était possible.

Denonville s'apercevra assez tôt qu'il s'est attaché à une tâche impossible. Tout d'abord, la pensée ne lui viendra pas d'utiliser les Canadiens maintenant acclimatés au pays et les Iroquois catholiques dans des

raids-éclairs à la d'Iberville. C'était son seul moyen d'atteindre vitalemment les Iroquois. Mais ce que l'intelligence passionnée de Frontenac saisira tout de suite en 1689, Denonville ne le comprendra pas du tout en 1685-1686. Il se laissera leurrer par deux idées qui lui sont chères, dont il doutera bien un peu, mais qui étaient futiles. Tout d'abord, il comptera beaucoup sur les Indiens alliés pour attaquer par le sud et par l'ouest, tandis que les troupes françaises arriveraient par le nord, afin de poursuivre ainsi les ennemis dans la forêt et de les décimer. C'était trop espérer de guerriers fantasques, sans discipline, mal entraînés au maniement des armes à feu. Il distingua ensuite l'importance du facteur surprise pour attraper les Iroquois dans leurs bourgades et leur infliger des pertes en hommes. Toutefois, ce n'est pas un raid qu'il prépare, mais l'expédition ordinaire, qui ne peut dissimuler ses mouvements jusqu'au moment de l'attaque. Malgré l'impossibilité du résultat qu'il cherche, il cache ses préparatifs, il ne révèle pas ses intentions, il nie les rumeurs de guerre. Comment donner le change jusqu'à la dernière minute? Des indices continuels tiendraient Anglais et Iroquois en état d'alerte. Des doutes, des soupçons empoisonneraient continuellement l'atmosphère. Anglais et Tsonnontouans agiraient certainement comme s'ils étaient sûrs que la guerre pouvait éclater à tout moment.

Il faut s'enlever du cerveau l'idée que l'Iroquoisie, la Nouvelle-France, l'Etat de New-York étaient enfermés dans des compartiments étanches par la forêt, les distances. Dongan recevait des renseignements d'Europe comme du Canada. Entre New-York et Québec, il y avait des allées et venues fréquentes. Denonville accusera bientôt un sieur de Chailly d'avoir révélé bien des secrets à Dongan. Denonville aura ses correspondants. Sur la grande piste d'Iroquoisie aboutissant à Albany, les sachems, les simples individus se promenaient continuellement, soit isolément, soit en groupes, soit pour le troc des pelleteries, soit pour les achats ordinaires, soit pour des conseils, des pourparlers, des consultations. Dans l'Iroquoisie se tenaient les missionnaires français, leurs serviteurs, des coureurs des bois, des aventuriers. Des messagers circulaient sur le fleuve. Les Iroquois catholiques rendaient visite à leurs parents, dans les bourgades, et ils en recevaient. Katarakouy attirait bon nombre d'Iroquois. En période de crise comme aujourd'hui, toutes ces relations étaient beaucoup plus actives. Aussi une expédition ordinaire n'avait aucune chance de surprendre l'ennemi au gîte. Tant que le premier coup de feu ne serait pas tiré, il resterait des doutes; quelques-uns sont clairvoyants, d'autres ne le sont pas.

Par suite de sa décision hâtive, Denonville ne fait aucun effort sérieux pour étudier, comprendre et régler le problème que les Tsonnontouans posaient à la Nouvelle-France. Pourtant, il l'exposera assez bien. Depuis six ou sept ans, ces Iroquois sont en effervescence, sont mécontents. L'expédition de La Barre les calme un peu. Si l'on en croit Charlevoix, ce gouverneur aurait reçu en 1685, avant son départ, deux lettres du père Jacques de Lamberville. La tribu était demeurée chez elle durant l'hiver 1684-1685. Elle appréhendait des attaques de la Nouvelle-France si ses guerriers abandonnaient les bourgades pour la chasse. Fait très grave, les Miamis et les Mascoutins, des alliés de la France, ont envoyé des partis de guerre contre elle; ils ont fait des prisonniers, brûlé quelques-uns d'entre eux. Naturellement, les Tsonnontouans ont refusé de faire la paix avec les Miamis et se sont attiré ces désagréments. Mais cette guérilla les irrite de nouveau et invite des représailles.

De plus amples renseignements nous viennent d'une curieuse lettre du père Jacques de Lamberville à Dongan, le 10 septembre 1685, alors que justement Denonville commence ses préparatifs de guerre. Elle est trop ingénue et manifeste une ignorance malheureuse du caractère de Dongan en sollicitant de lui un concours amical. Toutefois La Barre et Denonville ne sont pas plus clairvoyants. Les Tsonnontouans, dit-il, ont soulevé des incidents durant l'été. Ils ont tenté de persuader aux autres tribus de s'allier à eux contre les Français. Toutefois on leur a donné l'assurance que la paix signée par La Berre demeurerait en vigueur. Ils ont alors changé d'attitude. De fausses rumeurs avaient circulé parmi eux à l'effet que ce traité serait dénoncé. Dongan aurait travaillé lui-même à cet apaisement. Le missionnaire affirme en effet que « pour compléter heureusement ce qu'il a si bien commencé », Dongan devrait persuader aux Tsonnontouans d'ajouter quelques pelleteries aux dix castors et aux trente loutres qu'ils ont laissés en dépôt à Onnontaé en acompte sur l'indemnité qu'ils ont promis de verser aux marchands de la Nouvelle-France qu'ils ont pillés. Il devrait aussi prier les Iroquois de ne pas ajouter foi aux fausses rumeurs et aux mensonges qui circulent en Iroquoisie, « puisqu'il est vrai que le Gouverneur du Canada désire de tout son coeur que toutes choses soient tranquilles et seconder votre juste intention ». Les Onnontagués et ceux qui partagent leur avis ont agi puissamment sur l'esprit des Tsonnontouans pour les ramener à des dispositions pacifiques, de même que M. Arnaut (Viele), le porteur de cette lettre qui a été présent aux conciliabules qui ont eu lieu. Et « puisque la paix va apparemment durer par vos soins », il y aurait lieu de s'occuper

de la propagation de la foi qui doit être le souci commun. En effet, Dongan est catholique. Garakonthié qui s'en va au grand conseil des tribus iroquoises convoqué par ce même Dongan à Albany, qui y représentera les Onnontagués, pourra rapporter une réponse au père de Lamberville.

Cette lettre donne lieu à bien des réflexions. Nous y saisissons dès le début à quelle perfidie atroce va conduire le projet d'une expédition-surprise que Denonville a conçue. Il prépare la guerre sans en avertir les agents les plus actifs de la politique d'amitié, de collaboration avec les Iroquois. Pour mieux duper ceux-ci, il les laisse continuer cette politique. Le père Jacques de Lamberville, le père Millet, les autres missionnaires, Garakonthié, les chefs onnontagués, toute la tribu des Onnontagués, se porteront garants des intentions pacifiques de Denonville, travailleront énergiquement à la paix, à l'entente, démentiront les rumeurs de guerre, manoeuvreront pour un rapprochement, endormiront les défiances; et cela durant tous les mois qu'il faudra à Denonville pour mettre son projet au point. De ces gens si sincèrement dévoués à la France, il se fera des instruments de mensonge; il leur imposera, sans qu'ils le sachent, un rôle infâme, exposera leurs vies, détruira leur prestige. La grande politique d'amitié conçue par Tracy et Courcelles, voilà la seule tâche qu'il lui trouve, en attendant de la broyer et de la pulvériser par son expédition. Ici, nous trouvons l'une des racines du massacre de Lachine et du retournement des Onnontagués qui deviendront si vindicatifs que Frontenac devra conduire une expédition contre eux.

En second lieu, cette lettre révèle quelques événements importants de l'été 1685. Alarmés par les attaques des Miamis, par le voyage rapide de Denonville à Katarakouy, les Tsonnontouans redoutent le pire et veulent entraîner les autres tribus dans une guerre. Un conseil de grande importance a lieu à Onnontagés vers la fin du mois d'août, tout probablement. Un représentant de Dongan, Arnaut Viele, est présent de même que le père Jacques de Lamberville. Les uns et les autres s'unissent pour pacifier les Tsonnontouans; mais ils ne réussissent pas au point de persuader à ceux-ci de verser toute l'indemnité promise. Enfin, autre point important, Dongan a convoqué un autre grand conseil qui prendra place à Albany vers la mi-septembre. Cette fois, le père de Lamberville ne sera pas là. Il était sans doute difficile à Denonville, arrivant au pays, de réunir des conseils; mais il demeurera dans la même inaction en 1686 et ainsi il ne fera rien lui-même pour contrecarrer l'influence anglaise, les visées anglaises. A un moment critique, il laissera Dongan endoctriner les Iroquois et manigancer ses affaires avec eux.

Cependant, dans quelles conditions se posait le problème tsonnontouan sur lequel bute actuellement la politique française? Il importe de le réexaminer puisqu'il devient cause de guerre. En leur qualité de peuple stable, les Iroquois ont toujours eu le besoin de grandes quantités d'articles européens. Les soldats du régiment de Carignan parleront avec admiration des huttes iroquoises bien meublées et bien fournies. Alors, la Confédération épuise ses propres terrains de chasse. Elle détruit ensuite les Hurons, les Neutres, les Eriés et fait de l'Ontario tout entière une première annexe territoriale où elle pourra chasser en paix. Plus tard, les Tsonnontouans jettent les yeux sur les espaces qui sont à l'ouest de l'Iroquoisie et en particulier sur la péninsule du Michigan. Bien armés par les Anglais, ils forcent à se déplacer vers le sud-ouest et l'ouest, des tribus très peuplées, mais qui ne connaissent pas le mousquet : les Illinois et les Miamis entre autres. Tentent-ils, comme on l'a dit, de forcer ces peuples à leur apporter leurs pelleteries pour les revendre aux Anglais avec profit, se taillant ainsi un rôle lucratif d'intermédiaire? Visaient-ils à l'imitation des Hurons qui avaient retiré de grands bénéfices de ce commerce, et ne recourent-ils à la guerre qu'après avoir échoué? Les documents n'apportent pas de preuves à cette version et semblent indiquer seulement que les Tsonnontouans voulaient s'assurer de nouveaux territoires de chasse. Leurs expéditions ne révèlent pas d'autre dessein que celui d'éloigner le plus loin possible, d'effrayer par d'épouvantables massacres, les possesseurs d'hier, dangereux par le nombre et par leur désir de vengeance. Et ainsi, la péninsule du Michigan devient une seconde annexe de l'Iroquoisie. Les Tsonnontouans puisent là des fourrures, de la venaison, du gibier, du poisson.

C'est évidemment par La Salle que les Tsonnontouans sont d'abord menacés dans cette possession. Celui-ci construit un poste à Niagara, s'installe sur la route qu'ils suivent. En second lieu, il érige le fort des Miamis au fond du lac Michigan. Plus au sud, viendront les forts Crèvecoeur et Saint-Louis. Tout indique que La Salle savait négocier avec les Iroquois, et, en particulier avec les Tsonnontouans. La paix n'est pas troublée pendant qu'il construit *Le Griffon* et qu'il établit ses postes de traite. Mais un mécontentement sourd date de cette période. L'évincement de La Salle par La Barre est de ce point de vue un malheur; elle privait la Nouvelle-France d'un négociateur peut-être capable de faire accepter aux Tsonnontouans l'expansion des entreprises commerciales françaises dans ce quartier. Cet homme une fois disparu, celles-ci se développent avec toutes leurs conséquences dangereuses pour les Tsonnon-

tuons. Car autour des forts s'assemblent, sur la frontière du Michigan et non loin, et sur l'invitation des Français, les anciens possesseurs du sol qui sont assoiffés de vengeance. Les traiteurs les arment en leur fournissant les munitions et les mousquets. Les missionnaires les attirent pour les évangéliser. Puis, personne n'a besoin de le dire aux Tsonnontouans; en cas de guerre les Indiens alliés pourraient s'établir dans ces fortins pour conduire des raids contre l'Iroquoisie et se réfugieraient là au retour. Rassurés par la présence des Français, ils pourront en tout temps chasser et pêcher dans l'annexe iroquoise. Hurons, Outaouais, Mascoutins, Poutéouatamis, Miamis, Illinois pouvaient y venir et partager les bénéfices. Les pelleteries des Tsonnontouans allaient à Albany, celles des Indiens alliés, à Montréal : les Anglais jouaient le jeu des Tsonnontouans et les Français, celui des autres Indiens.

La question n'était pas insoluble, surtout dans le cadre d'une grande politique d'amitié envers l'Iroquoisie. La Salle l'avait réglée au temps du *Griffon*. Après lui, cette importante affaire est négligée. On ne prend pas assez soin de rassurer les Tsonnontouans, surtout de leur donner satisfaction dans une bonne mesure, de les calmer. Une frontière aurait pu être esquissée entre eux et les Indiens alliés. Des négociations sérieuses s'imposaient. Une fin de non recevoir était maladroite. Cette tribu était nombreuse, elle n'avait été que bien peu touchée par les missionnaires. Dans l'atmosphère d'inimitié créée par La Barre, le conflit s'envenime d'année en année, il devient violent. Sous Denonville, on ne relève aucun effort d'entente. Le commerce pelletier français se développe à sa guise dans cette région. Si les Tsonnontouans ne sont pas satisfaits, s'estiment en danger, que leur reste-t-il? S'entendre avec les Anglais, ce qui était bien prévisible, obtenir leur assistance, manoeuvrer et jouer avec eux leur jeu dangereux. C'est ce qui se produit et le Gouverneur du Canada aura devant lui une véritable coalition des Anglais et des Tsonnontouans.

Sous leur influence, les tribus iroquoises resserrent leur rang en 1685; elles tentent de faire bloc contre une attaque qui peut venir tout de suite. Elles cherchent des alliés. Les Mohicans promettaient 1,200 guerriers, les Anglais, des armes et des munitions. Au Canada, La Barre est limogé. Denonville arrive, excite des alarmes par son voyage à Katarakouy, décide de faire la guerre, mais donne des assurances de paix. C'est l'inaction diplomatique française et la question du Michigan ne reçoit pas de solution.

Sur un autre point, les calculs de Paris et de Québec ne seront pas justes. Vu l'amitié qui existe entre la France et l'Angleterre, entre les

deux rois, on compte sur la neutralité complète des Anglais en Iroquoisie. On a vu que sous La Barre, Dongan s'était montré très actif, soit dans les limites, soit hors des limites de ses instructions. Le 10 mars 1685, le jour même où Louis XIV nommait Denonville, Seignelay écrivait à Barrillon, ambassadeur de France à Londres. Voici ce qu'il disait : « Le Roi a appris que le gouverneur de New-York, au lieu de garder de bonnes relations avec le sieur de La Barre, Gouverneur du Canada, en conformité des ordres du Roi d'Angleterre décadé, a fait ce qu'il a pu pour empêcher les Iroquois de traiter avec lui; qu'il leur a offert des troupes pour servir contre les Français, et qu'il a fait planter des drapeaux dans leurs villages, bien que ces nations aient toujours été sujettes de la France depuis que leur pays a été découvert par les Français, sans que les Anglais s'y objectent . . . Sa Majesté désire que vous présentiez ses griefs au Roi d'Angleterre et que vous lui demandiez des ordres précis pour obliger le Gouverneur à se confiner dans les limites de son gouvernement et qu'il observe une conduite différente à l'égard du Sieur de Denonville, que Sa Majesté a choisi pour remplacer ledit Sieur de La Barre ». C'était poser la question avec netteté, fermeté. Mais Louis XIV ne s'y tiendra pas. Comme bien l'on pense, la Cour de Londres a reçu les théories de Dongan à l'effet que l'Iroquoisie, les pays à l'ouest de l'Iroquoisie, sont terre anglaise. Elle entamera des pourparlers sur ce fondement. La France ne semble pas s'être assez bien souvenu des traités de Tracy et de sa prise de possession. L'an prochain, elle ouvrira la question en accordant son consentement à la création d'une commission internationale chargée d'étudier et de tracer les frontières. Durant tous ces délais, Dongan agira sourdement pour donner de la substance, une justification, des preuves à des prétentions que son pays accepte. Une autre expédition française en Iroquoisie ne peut que faire son affaire en rejetant de nouveau les Iroquois dans ses bras. Même dans les limites de la neutralité, il peut intriguer et manœuvrer; et avec d'autant plus d'efficacité que l'Angleterre et la France acceptent d'étudier son point de vue. Dans ces conditions, il ne fallait pas présumer l'inaction de Dongan, mais redouter ses actions futures. Et d'autant plus que ce dernier, tout comme Frontenac, n'était pas un gouverneur docile et savait bien où se trouvait l'intérêt de son pays.

Pourquoi Louis XIV céda-t-il sur ce point important? Il y a bien des recherches à faire. Au fond la situation de fait ne correspondait pas très bien à la situation de droit. Les commerçants français s'étaient montrés incapables de verser aux Iroquois les prix élevés que ceux-ci obtenaient à Albany. Cette infériorité est peut-être le facteur historique le plus im-

portant de toute une longue période de notre histoire. Les Anglais purent attendre les fourrures dans leur fort tandis que les coureurs des bois devaient chez nous s'éparpiller parmi les tribus et que des postes de traite devaient se construire au loin. Nos Indiens alliés avaient tendance à nous abandonner.

Avant 1665, les tribus iroquoises de l'ouest avaient soulevé la question d'établir des relations commerciales entre leur pays et Montréal. En canot, ils pouvaient faire le voyage facilement, tandis que s'ils se rendaient à Albany, ils transportaient à dos d'hommes les fourrures et les marchandises. Frontenac construisit Katarakouy pour faciliter les échanges. Ces intentions, ces mesures furent inefficaces parce que les prix français étaient beaucoup trop bas. Il s'ensuivit des relations commerciales constantes entre l'Iroquoisie et l'Etat de New-York. Depuis l'époque des Hollandais, Albany hébergea toujours de grands et riches traiteurs qui étaient en même temps des grands spécialistes des affaires indiennes ou iroquoises. Dongan, qui les protégeait, avait en eux des aviseurs de premier ordre. Les échanges commerciaux donnaient lieu à des visites continuelles, à des négociations, à des conseils, à des ententes de paix et de concorde, à des discussions sur tous les problèmes qui se posaient. La France n'avait à opposer à cet état de fait que des relations religieuses. Les Jésuites avaient entrepris des missions importantes dans les bourgades. Ils en ont raconté l'histoire difficile et rarement consolante. Ils avaient mieux réussi dans l'est de l'Iroquoisie que dans l'ouest. Ils avaient envoyé des convertis à Montréal et s'étaient attaché bien des coeurs comme on le verra bientôt par les aventures du père Millet et du père Jacques de Lamberville. Que les Anglais contrecarrèrent ce travail déjà difficile, soit par l'eau-de-vie, soit par les conseils pernicieux, c'est ce qui paraît indubitable. Toutefois, la présence des missionnaires dans ce pays était un grand facteur d'entente avec la Nouvelle-France; elle entraîna les visites de nombreux Français, celles de coureurs de bois qui pratiquaient la contrebande des fourrures, des aventuriers comme La Salle, des négociateurs et amis comme Charles Le Moyne. En somme, les nôtres se promenaient et vivaient en Iroquoisie, tandis que les Anglais restaient en marge, et n'avaient commencé que depuis peu à y envoyer un interprète de temps à autre.

Armé des traités de 1665-1667, Louis XIV aurait certainement pu refuser d'ouvrir la question des frontières soulevée par Dongan. Celui-ci, toutefois, s'était acquis un document qui paraît très discutables aujourd'hui, mais auquel on attachait sans doute beaucoup d'importance dans le temps. Il faut revenir à ce début de juin 1684, où La Barre écrit à Don-

gan pour l'aviser de l'expédition qu'il veut conduire contre les Iroquois. Armé de cette lettre, celui-ci improvise ses théories et assemble les Iroquois à Albany. La réunion commencera le 31 juillet, au palais de justice, et durera quelques jours. A ce moment, les compagnies de La Barre avancent sur le Saint-Laurent. Pour donner plus de solennité et d'importance aux événements qui vont se passer, Dongan arrive en compagnie de lord Effingham Howard, gouverneur de la Virginie, et des notables de la place sont présents.

Pour bien comprendre les événements, il faut se représenter les Iroquois menacés actuellement par une expédition militaire en cours. Ils savent bien que laissés à leurs propres forces, ils ne peuvent résister à une attaque française. Ils ont besoin d'armes et de munitions qui ne peuvent leur venir que d'Albany, de protection et de conseils qui ne peuvent provenir que de la même source. Qu'ils aient espéré et voulu la collaboration de soldats anglais, est également certain. Alors, d'une certaine façon, les Iroquois sont à la merci de Dongan; celui-ci peut exiger en retour de l'assistance qu'il leur offrira, à peu près tout ce qu'il veut. Il le sait, ses plans sont faits, et ses exigences sont à la hauteur de l'occasion.

Tout d'abord, très ferme dans son projet de mettre la main sur l'Iroquoisie, il réconcilie les Iroquois avec les autres colonies américaines et, particulièrement, avec la Virginie, dont le gouverneur est présent. Des Anglais de cet Etat ont été capturés et même mis à mort. Aussi la hache de guerre s'enterre promptement, une paix profonde règne aussitôt. Les Iroquois auront les mains libres pour combattre les Français, et des relations harmonieuses s'établiront entre leur pays et les provinces anglaises d'Amérique.

L'Etat de New-York reçoit ensuite deux cadeaux de territoires qui ne manquent pas d'importance : l'un, sur la rivière des Agniers, l'autre, sur la rivière Susquehannah, que convoitait la Pennsylvanie. Cette dernière région était une partie du pays des Andastes, ces anciens ennemis des Iroquois, disparus dans des circonstances mystérieuses. Les sachems disent aujourd'hui qu'ils l'ont conquise avec leurs armes, bien que les documents n'aient pas encore livré le secret de ce triomphe qui apparaît comme l'oeuvre des blancs. On comprendra ensuite que les Anglais se montrent généreux en armes et en munitions.

Tout d'abord, les sachems des quatre tribus de l'est, Agniers, Onne-youts, Onnontagués et Goyogouins, sont seuls présents. Ils demandent les armoiries du duc d'York pour les placer sur les palissades de leurs bourgades en marque « *d'affection et d'attachement* ». Ces premiers mots sont

généraux et guère compromettants. Qui a suggéré ce moyen de protéger les villages iroquois contre une attaque française? On ne peut s'empêcher de croire que ce soit Dongan. Celui-ci prononce alors son discours. Il demande qu'une entente profonde existe entre les parties présentes, et qu'aucune dispute ne s'élève; s'il surgissait des désaccords, c'est lui-même qui les règlera. En second lieu, il prie les Iroquois de ne faire aucun pacte avec les Français ou d'autres nations. Là, Dongan tente de mettre la main sur la politique extérieure de l'Iroquoisie et de l'obliger à passer par lui si elle veut négocier avec la Nouvelle-France ou d'autres peuples, ce qui indiquerait que les Iroquois sont de simples sujets anglais. Dongan accordera alors les armoiries du duc d'York. Mais il se servira d'une expression plus forte que celle des sachems; elles seront un signe « que vous êtes sous ce gouvernement », c'est-à-dire que l'Iroquoisie est sous le protectorat de l'Etat de New-York, en dépend, en fait partie intégrante, appartient à l'Angleterre.

Le 2 août, autre grande réunion. Les sachems onnontagués et yogogouins parlent devant les deux gouverneurs. « Vous devez nous protéger contre les Français », disent-ils, « et, si vous ne le faites, nous perdrons toute notre chasse et nos castors; les Français veulent tous les castors et ils sont en colère parce que nous en apportons aux Anglais. Nous avons mis toute notre terre et nos personnes sous la protection du grand duc d'York, votre puissant sachem. La rivière Susquehannah que nous avons conquise avec nos sabres, nous l'avons donnée à ce gouvernement et qu'elle soit une branche de ce grand arbre planté ici, dont la cime monte aux cieux et sous les branches duquel nous nous mettons à l'abri des Français et de tout autre ennemi. Votre feu brûle dans nos maisons. Votre feu est notre feu. Nous ne consentirons pas que les colons de Penn s'établissent sur la rivière Susquehannah... Nous nous sommes soumis nous-mêmes au grand sachem Charles qui vit de l'autre côté du Lac. En signe de cette soumission, nous donnons deux peaux blanches à lui envoyer. Nous plaçons sous la protection du duc d'York la rivière Susquehannah au-dessus des chutes avec tout le reste de nos terres, et sous la protection d'aucun autre, parce qu'ils (les Anglais) agissent envers nous comme des pères ou des mères envers leurs enfants. Ils ont donné du maïs en cas de besoin. Et nous ne donnons ni nous ni nos terres à aucun autre gouvernement que celui-ci. Et nous désirons que le gouverneur transmette nos résolutions au grand sachem Charles avec un grand collier de nacre, et au Duc d'York, avec un collier plus petit, et que le Gouverneur de New-York, reçoive une peau de castor... Et aussi que nous

sommes un peuple libre et que nous nous unissons aux Anglais et il est en notre pouvoir de disposer de nos terres envers qui nous voudrons ».

Le 5 août 1684, nouveau conseil au palais de justice d'Albany. Les délégués des Tsonnontouans sont maintenant arrivés. Ils répondent à un premier discours de Dongan que l'on n'a pas résumé mais qui a trait aux plaintes de La Barre contre eux. Leur réponse est la suivante : le gouverneur du Canada se dit leur père, mais lui et ses gens fournissent des armes à leurs ennemis qui veulent les détruire. Leurs guerriers ont capturé des Français qui allaient porter des mousquets et des munitions à ces derniers et ils ont confisqué celles-ci. Ils remercient Dongan pour les armoiries du duc d'York, ils demandent sa protection contre les Français. Ils le reconnaissent comme gouverneur de leur pays, ils sont ses sujets. Ils endossent les donations de territoires faites par les autres tribus et concluent la paix avec les Indiens de la Virginie et du Maryland. Ils sont reconnaissants de ce service amical.

Le gouverneur de New-York prononce alors un grand discours devant les sachems assemblés. Il aborde clairement diverses questions. 1. Les Iroquois se sont attiré cette guerre en négociant directement avec les Français, sans que lui en ait connaissance ou ait donné son consentement, ce qu'ils n'auraient pas dû faire puisqu'ils sont sujets britanniques. 2. Dongan conseille à chaque tribu d'élire un ou deux de leurs plus sages sachems pour former un conseil qui dirigera les affaires de guerre. Si ceux-ci prennent toutes leurs mesures en public, tous connaîtront leurs desseins et alors ils seront trahis. Un messenger fidèle pourra le tenir au courant de leurs plans. 3. Les Iroquois doivent augmenter leurs forces par une alliance avec les Outaouais, les Miamis et les Indiens plus éloignés encore; qu'ils ouvrent à ces gens un sentier pour la traite jusqu'à Albany afin de leur permettre d'y recevoir des prix qui sont plus élevés qu'en Nouvelle-France. Ils devraient se conduire de la même façon envers tous les Indiens du Nord. Dongan prêtera sa collaboration à cette initiative. 4. Les cinq tribus devraient envoyer des messagers aux Iroquois catholiques de Montréal pour les inviter à revenir à leur pays d'origine. 5. Les Iroquois ne devraient pas garder dans leurs bourgades leurs réserves de maïs, mais les placer en sûreté, sous terre, en forêt, et peu de personnes devraient savoir où sont ces dépôts. 6. En plus, les tribus ne devraient pas souffrir la présence parmi eux des missionnaires français; l'un d'eux, à Onnontaté, révélerait aux Français ce qui se passe parmi eux. 7. Les chefs devraient empêcher le peuple de s'enivrer.

Quoi? diront quelques-uns, Dongan n'a-t-il que des conseils à offrir

en retour pour tous les magnifiques dons qu'il vient de recevoir? A ceci on peut répondre que ces procès-verbaux laissent entendre parfois des tractations secrètes; que l'Angleterre et la France étant en paix, le gouverneur de New-York ne pouvait pas annoncer publiquement, officiellement, qu'il donnerait ou vendrait à bon marché, des armes et des munitions à des ennemis de la France; que les marchands arrangeraient cette affaire.

Ce document, les termes dans lesquels il est rédigé, reviendront pendant des années dans les dépêches de la diplomatie anglaise. Est-il discutable? Assurément. L'original semble en être perdu aujourd'hui. Il a probablement été rédigé en hollandais, peut-être en anglais, et sous la direction de Dongan qui improvisait alors sa politique des frontières. Les Iroquois ont-ils bien su, bien compris ce qu'il contenait? Ces questions sont légitimes, car un mois plus tard, à Onontaté, sous la pression, il est vrai, d'une armée française, les sachems en nieraient la substance, et affirmeraient l'indépendance toujours vivante de leur pays. Mais affirmer leur indépendance, c'était dire du même coup qu'ils n'étaient pas sujets français et que leur pays n'appartenait pas plus à la France qu'à l'Angleterre.

En cédant sur la question de la propriété de l'Iroquoisie, comme le feront Louis XIV et ses ministres l'an prochain, en la soumettant à une Commission internationale, ils auraient dû interdire toute nouvelle expédition militaire à Denonville, lui imposer la vieille politique d'amitié élargie et renouvelée. Car une autre guerre repousserait de nouveau les Iroquois dans les bras de l'Angleterre, les plongerait, instruments dociles, dans les astuces de Dongan et pouvait les aliéner à jamais. Elle deviendrait une guerre avec l'Angleterre ou, du moins, la Confédération trouverait, dans l'Etat de New-York, l'assistance, la protection qui empêcheraient la défaite totale.

La Barre comprit à la fin cet important point nouveau. Denonville, qui ne manquait pas d'intelligence, le saisit assez vite. Toutefois, il pensa s'en tirer par une guerre rapide d'annihilation, ce qui était revenir à une solution qui avait effleuré bien des fois les esprits. « Il est nécessaire, alors, écrira-t-il, d'examiner les moyens les plus certains de détruire et de conquérir leurs cinq villages. . . »¹ Plus loin, il est question de « les annihiler si c'est possible ». Une intention pareille ne rencontrerait pas l'approbation aujourd'hui. Et encore fallait-il ne pas manquer son coup.

1. L. H. Morgan, *The League of the Iroquois*, I, 124.

Un esprit net, réaliste, aurait bien examiné si les moyens pouvaient conduire à la fin, il aurait bien ajusté les premiers à la seconde. Un échec, en effet, irriterait les Iroquois, ferait d'ennemis incertains des ennemis déclarés, les fixerait dans l'orbite de l'Angleterre. Denonville sut prendre une décision. Toutefois, avant même de partir avec son expédition, il fut à peu près sûr qu'il n'effacerait pas la nation iroquoise de la carte.

Mais parce qu'il avait pris cette décision trop vite, il n'ouvrit pas de négociations générales, sérieuses et approfondies, avec les Iroquois. Il ne tenta pas de s'emparer de l'esprit des Iroquois, de rendre plus forte l'influence française en Iroquoisie. Il ne sut pas utiliser les fautes de Dongan, car celui-ci en commit, pour ramener à résipiscence les récalcitrants. En 1685, La Barre quitte le pays et Denonville y arrive. Les circonstances n'étaient guère propices pour entamer des pourparlers. Toutefois, la situation n'admettait guère de délais. L'inaction de 1686 est fatale. Sans doute, les missionnaires s'efforcent à régler les grandes questions qui surgissent ou les anciennes. Toutefois, ce travail était tout à fait insuffisant. C'est dire que pendant deux années critiques, alors que l'histoire se fait au jour le jour, les Iroquois sont littéralement abandonnés aux influences, aux conseils, aux insinuations, aux directives de Dongan. Tout se passait comme si les Français renonçaient à la lutte principale qui consistait à maintenir des relations amicales entre la Nouvelle-France et l'Iroquoisie. Rien ne pouvait être aussi dangereux. Dès le premier moment, les Iroquois, les Tsonnontouans en particulier, les Anglais ensuite, attribuèrent à Denonville, et avec quelle justesse, on le sait bien, des intentions belliqueuses et une volonté de faire la guerre. Seuls de grands conseils pacifiques auraient pu détruire ces soupçons. Les démentis apportés par des sous-ordres eurent peu d'efficacité. Alors, la crainte de la Nouvelle-France inclina les Iroquois vers les Anglais et rendit une entente plus facile. Déjà esquissée sous La Barre, l'alliance devient plus substantielle à mesure que les jours passent. Des deux côtés, les oreilles se font plus attentives.

Ce fait signifiait que les Iroquois étaient endoctrinés par Dongan dans la question des frontières. Sur ce point, Denonville avait de belles cartes à jouer. L'Iroquoisie sacrifiait-elle vraiment son autonomie à l'Angleterre? Lui abandonnait-elle toute sa politique étrangère? Était-elle favorable à toute la politique commerciale des marchands d'Albany? Dongan, qui improvisait sa théorie des frontières, tâchait, il est vrai, de donner satisfaction aux Tsonnontouans. D'après une dépêche de La Barre du 14 novembre 1684, il affirme « que tout le pays qui s'étend de

la rivière du Saint-Laurent au sud, et au sud-ouest, appartient au roi d'Angleterre, en quoi est compris tout le pays des Iroquois, et toutes les vastes étendues de terre qu'ils ont dépeuplées le long des lacs Ontario, Erié, Huron, Michigan, jusqu'aux Illinois ». Ceci signifie que la péninsule du Michigan, l'Ontario ne dépendent point de la France, mais de l'Angleterre et qu'il n'est pas questions d'enlever aux Iroquois les territoires qu'ils ont conquis. De même, le pays des Miamis et des Illinois sera bientôt réclamé comme terre anglaise. Alors pourquoi les Français viennent-ils s'immiscer entre les Iroquois, et les Illinois? Ces querelles de tribus ne les regardent en aucune façon. Puis les possessions françaises ne s'étendraient pas au-delà du lac Michigan; Michillimakinac, le Wisconsin actuel, tout l'ouest du Canada, seraient neutres, Anglais et Iroquois avaient le droit de nouer là des relations commerciales. Dongan était prêt à pousser une offensive commerciale en ces lieux éloignés. Pour cette initiative, il avait besoin de la collaboration étroite des Iroquois, et en particulier, des Tsonnontouans, qui pouvaient y trouver eux aussi de grands profits. Pour que ces relations se nouent, il lui faut un état de paix entre ces mêmes Iroquois et les Hurons et les Outaouais. Inutile de dire que ces doctrines font du chemin en Iroquoisie, et surtout dans le pays des Tsonnontouans, durant ces deux années 1685 et 1686. La politique française d'amitié a pour ainsi dire cessé de fonctionner officiellement. Elle a été remplacée par une espèce de statu quo qui est inquiétant. Ceux qui ne savent pas très bien lire les événements, peuvent même croire que la France se résigne à l'abandon de l'Iroquoisie et de sa position dominante dans les territoires de l'ouest.

Aussi, en ces années fatales, l'intimité anglo-iroquoise croît, mûrit, se développe. Dans les actes qui vont se commettre, il serait vain de n'en pas reconnaître l'influence directe. Les procès-verbaux des conseils d'Albany les laissent prévoir. L'inspiration se retrouve là. Comment nous en plaindre quand notre gouverneur, abandonnant la politique d'amitié, se refuse l'occasion d'exercer l'influence française, de contrecarrer les idées de Dongan, de gagner ou de garder l'esprit de ces sauvages dangereux? Dans de pareilles circonstances, la situation ne pouvait que se détériorer de jour en jour, s'envenimer, les Tsonnontouans devenir de plus en plus intraitables et hardis. Denonville qui a reçu des troupes, ne sait même pas se servir de la présence de ces soldats sur le sol de la Nouvelle-France pour imposer plus de respect à ces derniers. Si la guerre n'était pas inévitable, en septembre 1685, elle va le devenir bientôt, cette

guerre qui sera si favorable aux Anglais en Iroquoisie, si fatale à la Nouvelle-France.

Pour comprendre les événements de l'hiver 1685-1686, il faut aussi se rendre compte que Anglais et Iroquois ont compris l'une des leçons de l'expédition blanche de La Barre en 1684. Ils avaient appris l'organisation d'un contingent d'Indiens alliés qui était parti de Michillimakinac, s'était rendu à Niagara pour se joindre aux troupes françaises. Ils avaient certainement prévu que le manège recommencerait si Denonville faisait la guerre. La menace était sérieuse pour les Tsonnontouans et c'était sans doute pourquoi ils envoyaient continuellement des partis de guerre dans cette région. Du sud au nord, ils ne distinguaient que de vieux ennemis, à partir des Hurons, des Outaouais, jusqu'aux Miamis et aux Illinois. C'était un cercle offensif créé avec le temps. Les Iroquois le tenaient en respect, mais ce n'était pas sans peine. Du moment où les Français encadraient ces Indiens, les armaient, les rassemblaient, leur fournissaient une stratégie, la menace assumait des proportions énormes. Au temps de l'amitié française, elle n'était pas redoutable; maintenant, en cette époque incertaine, il était indispensable de la prévenir, et, tentative hardie, audacieuse, de la retourner contre la Nouvelle-France. Il semble même que Dongan ait mieux compris ce point que les Tsonnontouans eux-mêmes en amorçant tout de suite la manoeuvre appropriée sous le prétexte du commerce ou vice-versa. Il a certainement insisté pour obtenir de l'action.

C'est en ce cadre que s'inscrivent les événements de l'hiver 1685-1686 et de l'année 1686. Les Hurons et les Outaouais vont à la chasse dans la péninsule du Michigan. Ils ne semblent pas se garder. Soudain, des Iroquois, en grande partie des Tsonnontouans, les entourent par surprise et font prisonniers soixante-dix Hurons et trente-huit Outaouais. Ils en tuent quelques-uns. On dira qu'un Huron rénégat s'est rendu en Iroquoisie et a dirigé les guerriers de ce pays contre ses propres compatriotes. Denonville n'en croira rien et attribuera à Dongan lui-même l'inspiration de cet acte. Il était d'une hardiesse en même temps que d'une habileté extrêmes. Il aurait certainement paralysé les mouvements des Français si ceux-ci avaient voulu attaquer les Iroquois en 1686; ils n'auraient pu organiser un contingent d'Indiens alliés car parmi les captifs se trouvaient quelques-uns des chefs de ces nations et tous auraient été exposés à la mort par le feu.

Dans le même temps, cette capture permit aux Anglais et aux Iroquois de passer sans danger au second article de leur programme. Une expédition anglaise de traite comprenant onze canots, sur lesquels dix

sont chargés de marchandises, pilotée par des déserteurs français, part de bonne heure au printemps. Elle est repérée tout de suite. Le 8 mai, Denonville en donnera avis aux autorités françaises. Il expédie des ordres partout où des Français peuvent l'intercepter. Il envoie un officier et douze hommes à Katarakouy avec ordre à d'Orvilliers qui y commande, de se rendre à Niagara pour faire, là, la traite avec les Iroquois qui reviendront de la chasse, et pour fermer le passage aux Anglais. « Je considère comme d'importance primordiale, dit-il, la prohibition de ce commerce aux Anglais qui, sans aucun doute, détruiraient entièrement le nôtre, par les meilleurs prix qu'ils peuvent offrir aux Indiens et attirerait à eux les Français de notre colonie qui ont l'habitude d'aller dans les bois ».

Pour deux raisons, les Hurons-Outaouais font bon accueil aux Anglais. Ceux-ci peuvent obtenir la libération de leurs compatriotes prisonniers, et ils donnent des prix beaucoup plus élevés. Denonville dira : « Les Anglais qui se sont rendus chez les Outaouais ont été bien reçus et invités à revenir parmi eux avec des marchandises . . . » Dongan dira qu'ils ont rapporté « bonne quantité de castors ». Les Français du lieu étaient dispersés dans la forêt avec les tribus indiennes. Les Hurons protègent le départ des canots. Peu après, La Durantaye revient et il organise un parti de poursuite; il atteindrait probablement la flottille au lac Erié; mais là, les Tsonnontouans en prennent charge, lui font suivre une route détournée et lui permettent de revenir, triomphante, à Albany.

Le coup était grave. Dongan prouvait ses théories par des actes. Il menaçait le commerce des fourrures français qui était vital pour la Nouvelle-France dans ceux qui en avaient été depuis longtemps les artisans principaux. Les prix bien supérieurs payés par les Anglais pouvaient entraîner dans l'orbite de la Nouvelle-Angleterre les peuples d'immenses territoires qui avaient jusqu'ici gravité dans l'orbite de la France. « Le Canada ne subsiste que par le grand commerce des pelleteries, dont les trois quarts viennent des peuples qui habitent aux environs des Grands Lacs ». ² Le ministre est du même avis. Puis, il ne faut pas oublier qu'en montrant à ces Indiens quels prix élevés Albany versait pour les pelleteries, les Anglais rendaient plus difficile une alliance, soit militaire, soit générale, entre ces Indiens alliés et la France, ce qui faisait aussi bien l'affaire de l'Iroquoisie que de la Nouvelle-Angleterre.

² La Hontan, *Nouveaux Voyages dans l'Amérique Septentrionale*, p. 116.

Denonville prend des mesures suffisantes pour couper court à cette offensive. Le 6 juin, il annonce que La Durantaye retiendra les services de coureurs des bois pour établir deux postes qui bloqueront aux Anglais la route de l'ouest : l'un au Détroit l'autre à Toronto. Du Lhut sera en charge du Détroit, il aura cinquante hommes avec lui. Il couvrira de sa protection les Indiens alliés qui viendront à la chasse dans le Michigan. La Durantaye retournera à Michillimakinac pour recevoir des instructions relatives à l'organisation d'un contingent militaire pour l'année 1687. La piste huronne de la baie Georgienne à Toronto sera aussi bloquée. Un autre projet hante Denonville, celui de construire un poste permanent à Niagara. Il en parlera et il l'exécutera. Mais lui, il ne pense pas uniquement au commerce comme La Salle. Il veut surveiller les mouvements des Tsonnontouans, fournir une base militaire aux Indiens alliés et les protéger.

Toutefois, Dongan s'est engagé dans une impasse. Son offensive commerciale placera les Français dans une situation difficile, mais leur organisation est trop puissante en ces quartiers pour ne pas arrêter court son intrusion à Michillimakinac. Dans une position difficile, Denonville manifestera beaucoup d'esprit de décision et de fermeté; ses préparatifs pour empêcher une nouvelle randonnée sont efficaces.

L'affaire des prisonniers est difficile à régler. Anglais et Iroquois veulent prouver aux Indiens alliés que non seulement les Français sont incapables de les protéger efficacement contre les Iroquois, mais en plus qu'ils ne peuvent obtenir la libération des prisonniers. En un mot, la meilleure solution pour eux serait de s'allier aux Iroquois, aux Anglais, et d'apporter leurs fourrures à Albany où ils recevraient des prix élevés. Le père Enjelran vient de Michillimakinac pour exposer le danger de ce plaidoyer. De son côté, le père Jacques de Lamberville quitte Onnontaté pour venir à Québec. Celui-ci expose à Denonville que les Onnontagués ne sont pas tout à fait innocents; quelques-uns de leurs guerriers ont pris part à ce coup de main. Ils n'ont qu'un bien petit nombre de prisonniers qu'ils sont disposés à remettre. La tribu désavoue cet acte. Ce sont les Tsonnontouans qui sont les principaux agresseurs; leurs compatriotes ne les approuvent guère. Les Onnontagués offrent d'envoyer leurs captifs à Katarakouy; le père de Lamberville les y encouragera en demandant officiellement cette remise avec les cadeaux ordinaires. Ils exécuteront leur promesse. Des ambassadeurs hurons et outaouais viendront recevoir les prisonniers à Katarakouy. Six coureurs de bois que l'on qualifie de « déserteurs » seront remis en même temps.

Les Tsonnontouans proclament qu'ils ne libèreront pas les captifs qu'ils détiennent si c'est Denonville qui le demande. Ils les gardent tout l'été.

Au fameux conseil d'Albany des 30 août et 1er septembre, Dongan portera tous les Iroquois à libérer tous ceux qu'ils détiennent encore. C'est lui qui obtiendra le crédit de cette remise auprès des Indiens alliés. Et l'ordre se donnera dans de telles circonstances que l'on croira qu'il était d'accord avec les Tsonnontouans.

Ces faits graves, l'attaque en particulier des Tsonnontouans contre de vieux alliés de la Nouvelle-France, ne portent pas Denonville à demander un grand conseil franco-iroquois pour régler les problèmes en cours.

L'expédition des Tsonnontouans contre les Miamis, à la fin de l'été, s'inscrit dans le même contexte. Ici, ces Iroquois ne violent aucune entente car leurs ennemis ne sont pas protégés par le traité de La Barre. Pourquoi alors se gêner? La Potherie donne une version de cet incident qui est aussi substantielle que révélatrice. Les Français, dit-il, ont voulu concentrer les Miamis autour du poste de Chicago. Ils avaient offert des présents à cet effet. Le père Allouez, qui voulait les évangéliser, avait travaillé dans le même sens. On avait même exercé des pressions sur eux, les menaçant de l'abandon de la France. Au poste, en effet, Français et Miamis pouvaient se défendre en commun et les marchandises de traite se trouveraient à côté des fourrures.

À la fin, les Miamis consentirent à la proposition, ils se rendirent à l'endroit indiqué. Soudain survient un parti de Tsonnontouans. Il capture d'abord quelques familles qui n'avaient pas obéi aux directives françaises. Pour avoir la vie sauve, un de leurs chefs décide de trahir les familles qui les avaient suivies. Revenant au gîte, des chasseurs du même groupe distinguent les vestiges d'un campement iroquois. Eux, ils s'enfuient au fort. Mais là, un Indien d'autre nationalité mais certainement à la dévotion des Tsonnontouans, leur dit « de ne pas se fier aux Français, qui étaient des amis des Iroquois. Les Miamis le crurent et s'enfuient de toutes parts ». Le parti iroquois arrive sous la conduite du Miami qui veut trahir les siens; il ne trouve que quatre Français au fort; il se lance sur la piste des Miamis qui fuient; il les atteint mais ne peut capturer que des femmes et des enfants. Toutefois un parti de cent Miamis, Mascoutins, Poutéouatamis, Outagamis, s'organise rapidement; il poursuit les Tsonnontouans, les rejoint, les attaque, en tue une centaine et libère la moitié des prisonniers.

Les différentes versions ne donnent pas les mêmes chiffres. Le père de Lamberville écrira au père Bruyas qu'un parti de deux cents guerriers tsonnontouans est revenu au mois de septembre du pays des Illinois. Ils se vantent d'avoir ramené cinq cents prisonniers; vingt-neuf des leurs auraient perdu la vie. « Il n'y a pas de trêve à attendre de cette nation dans ce quartier ». L'hiver ou le printemps prochain, les Tsonnontouans doivent rassembler leurs forces pour une autre attaque. Denonville ne mentionnera aucun chiffre. Il semble que les prisonniers soient surtout des femmes et des enfants, et que les pertes des Iroquois furent relativement élevées. On enverra de Québec aux Miamis des conseils de prudence.

Encore ici, dans cet ouest lointain, la manoeuvre habile qui peut certainement avoir été conçue à Albany, faillit donner les résultats que l'on en attendait. Elle trahit une connaissance exacte de la situation locale. Après avoir sollicité l'assistance des tribus pour combattre l'ennemi commun, La Barre avait fait sa paix avec celui-ci, mais en abandonnant à sa vengeance ses alliés d'hier. Il avait ainsi excité du ressentiment et les Indiens alliés étaient disposés à croire que les Français s'unissaient aux Iroquois pour les détruire. On voulait aussi leur prouver que les Français ne pouvaient les protéger. Aussi, pendant un temps, les relations furent très tendues entre les Miamis et les Français. Les premiers croient que les seconds ont voulu les entraîner dans un traquenard en leur demandant de vivre autour du fort. Le père Allouez lui-même reçoit des mauvais traitements. À la fin, la concorde se rétablit, mais ce n'est pas sans efforts.

Depuis l'hiver passé, les agissements des Tsonnontouans sont une provocation directe à la Nouvelle-France. Auraient-ils cette audace s'ils ne se savaient soutenus par le gouverneur de New-York? Celui-ci ne répète-t-il pas que la France n'a rien à voir dans leurs querelles avec les Miamis et les Illinois? Ce nouvel incident ne tend-il pas à désorganiser une attaque de Denonville contre les Tsonnontouans, si, comme on le croit, il entretient ce projet? Autant de questions légitimes qui se posent à la suite de cette attaque.

Et, pendant tout ce temps, Denonville, qui organise très activement sa propre expédition de l'an prochain, doit tromper tout le monde en affirmant que ses intentions sont pacifiques. A Dongan, par exemple, il doit affirmer le 20 juin que s'il a fait porter des munitions et des vivres à Katarakouy, c'est uniquement pour la subsistance de la garnison. Les Iroquois, dit-il, « sont alarmés par la guerre qu'ils s'imaginent que je vais leur livrer; leur mauvaise conscience seule peut leur en avoir donné

l'idée, puisque je n'ai pas fait la moindre chose pour leur faire croire que je veux autre chose d'eux que de voir la paix bien établie dans le pays. Qu'ai-je fait pour leur causer la moindre inquiétude? Et que veulent-ils? » Denonville donne-t-il vraiment le change à Dongan? Il semble que l'on puisse répondre affirmativement. Dans une lettre du 27 juillet, celui-ci remerciera Denonville de ses éclaircissements. Il se dira heureux de négocier avec un homme tel que lui. Il lui avouera qu'ayant fait du service militaire en France, il a quitté son poste si vite que la France lui doit vingt-cinq mille francs. Le Gouverneur du Canada ne pourrait-il lui fournir son assistance dans cette affaire? Mais le fait de tromper Dongan n'aurait guère profité à Denonville. Devant le peu de réactions apparentes de celui-ci, le premier croit certainement qu'il peut pousser ses entreprises plus loin. Et tout le groupe français et iroquois auquel Denonville ne révèle pas ses intentions secrètes, travaille pendant tout ce temps-là à rassurer les Iroquois sur les projets de Denonville. Tenant à la politique d'amitié et de collaboration, il ne lâche pas prise et devient ainsi partie sans le savoir à une déception cruelle.

Enfin survient le grand conseil anglo-iroquois, à Albany, des 30 août et 1er septembre. Le procès-verbal officiel, assez maigre et sec, pose de nouveau la question : dans quelle mesure peut-on se fier à ces documents? À côté des négociations officielles, en marge des pourparlers publics, des tractations importantes, mais jamais rapportées, ont-elles lieu? On en a relevé d'importantes à Québec.

Ainsi, dans le cas présent, plusieurs compte rendus s'ajoutent à la version officielle. Par les Onnontagués, par les catholiques et en général par le parti pro-français d'Iroquoisie, par certaines personnes qui avaient intérêt à révéler les secrets, le gouverneur de la Nouvelle-France obtenait bien des renseignements. Dongan s'en doutait bien. Il avait tenté de boucher ces fuites et il s'en occupera sans cesse.

D'après le document officiel, Dongan offre d'abord un présent et il dit : « Je désire que ni les Français ni les Anglais . . . ne chassent ni ne fassent la traite parmi vous sans ma passe et mon sceau . . . et s'ils le font, que les Iroquois les conduisent à Albany et les livrent à l'hôtel de ville ». Goyougouins et Tsonnontouans ne sont guère satisfaits de cette intrusion dans leurs affaires intérieures. Ceux qui enfreindront ce règlement ne se soumettront pas toujours de bon gré; ils offriront de la résistance, il s'en suivra des coups et des difficultés de tous genres.

Dans une seconde proposition, Dongan demande aux Iroquois de chasser de leur pays tous les Français, sauf les missionnaires et un domes-

tique par missionnaire. Il prononce même la parole suivante contre les Jésuites : « Ils sont seulement des espions parmi vous ».³

Il est évident, par ces deux dispositions, que Dongan veut mettre fin à l'influence française, à la présence française en Iroquoisie. Sa théorie sur les frontières aurait ainsi plus de poids; il pourrait agir en toute liberté sur les Iroquois; personne ne rapporterait ses actes et ses paroles à Denonville; enfin, toutes les fourrures iroquoises viendraient sans exception à Albany.

La troisième proposition est relative aux prisonniers hurons et outaouais. Les Onnontagués ont remis les leurs. On ne trouve aucune réponse des Tsonnontouans que l'affaire regarde au premier chef. Il est à peu près certain que cette question des prisonniers fut réglée à ce conseil, mais le procès-verbal officiel n'en dit rien.

Dongan défend ensuite aux Iroquois de se rendre à Katarakouy ou d'entretenir des relations diplomatiques avec les Français. Goyogouins et Onneyouts disent que ce sont les Onnontagués qui se sont rendus à Katarakouy. Ils violaient ainsi un ordre antérieur de Dongan et rien ne révèle mieux dans quelle mesure cette tribu demeurait pro-française. Encore en 1686, elle passait outre aux adjonctions de Dongan.

Vient ensuite la proposition habituelle pour ramener en Iroquoisie les Iroquois catholiques de Montréal. La présence de ces Indiens en Nouvelle-France était un élément d'entente entre les deux pays; elle allait à l'encontre de la théorie des frontières de Dongan. Par hasard, celui-ci pressentait-il le rôle formidable que ces Iroquois joueraient dans une guerre de la Nouvelle-France contre l'Iroquoisie et la Nouvelle-Angleterre si un chef habile et déterminé comme Frontenac savait les diriger? Il se peut. De nouveau, les Goyogouins et les Onneyouts répondent; il semble que des tentatives antérieures n'aient pas donné de résultats puisque leurs orateurs disent qu'une lettre de la main de Dongan aurait peut-être plus d'effet que leurs propres paroles et qu'il faudrait promettre des terres et des missionnaires à ceux qui reviendraient.

Naturellement, les rapports non officiels sont plus explicites et incriminent Dongan beaucoup plus gravement. Si celui-ci demande la libération des prisonniers outaouais et hurons, par exemple, c'est pour que les Anglais et les Iroquois puissent faire paisiblement la traite avec ces peuplades. Il aurait pris la décision d'envoyer trente Anglais pour prendre possession de Michillimakinac, des terres, lacs et rivières de la région.

³. Morgan, *op. cit.*, I, 262.

Dans ce projet, il avait besoin de l'assistance des Iroquois. Il la demande et il l'obtient.

Dongan aurait envoyé des émissaires aux Iroquois catholiques de Montréal, leur promettant des terres et d'autres missionnaires. Il exigerait que les prêtres catholiques quittent l'Iroquoisie. Dongan assurerait aux sachems présents que si le Gouverneur du Canada les attaque, il trouverait auprès de lui assistance et secours. Il leur permettrait de piller les Français qui viennent leur rendre visite. Il leur ordonnerait même de les lier et de les lui conduire; le produit du pillage leur appartiendrait.

Denonville enverra à Dongan une lettre de protestation, il en écrira une autre à la cour de France. On y glane encore les renseignements suivants: à Onnontaté, un émissaire de Dongan a invité les Iroquois à faire la guerre aux Français et à les piller. Dans ses futures entreprises, Dongan veut employer des déserteurs français. Par l'entremise des marchands, il donne des armes et des munitions aux Iroquois. Il déclare partout que Denonville leur fera la guerre et il invite ses auditeurs à entrer immédiatement en campagne contre la Nouvelle-France.

De tous ces rapports, se dégage l'impression nette que Dongan tente d'assumer la direction de la politique extérieure et interne de l'Iroquoisie dans certains domaines vitaux qui intéressent profondément l'Etat de New-York et l'Angleterre. Il revient à la charge depuis l'été 1684. Qu'il tente de prouver et de donner du corps à sa théorie des frontières, qu'il veuille protéger les Iroquois contre une offensive militaire française, mettre fin à l'influence française, détruire la politique d'amitié et ses résultats, habituer ces Indiens à la sujétion, exploiter avec eux d'autres territoires fertiles en pelleteries, tout cela saute aux yeux. Nous le saisissons à ce moment dans l'acte d'établir son emprise sur l'Iroquoisie de donner de la force à l'influence anglaise. L'acquiescement des Iroquois paraît tiède, sauf pour les Tsonnontouans. Denonville proteste énergiquement contre de tels empiètements. Mais en prenant la décision de faire la guerre, il s'était interdit du même coup toute action efficace pour les combattre. Il ne pouvait tenir de grands conseils, conduire lui aussi ses petites trac-tations particulières; il ne pouvait insuffler aux Iroquois l'esprit de résistance, utiliser à fond ses amis; il laissait l'initiative à son adversaire qui ne voulait pas manquer l'occasion propice, et qui, guidé par les habiles marchands d'Albany, manoeuvrait avec adresse.

Ainsi, nous arrivons à la grande tactique de l'année 1686, celle qui visait à rompre l'alliance militaire et commerciale entre la Nouvelle-France et les Indiens alliés de même qu'à attirer ces derniers dans l'orbite des

colonies américaines et de l'Iroquoisie. Elle n'est pas nouvelle puisqu'elle est simplement l'élargissement de celle du printemps et de l'été. Elle a très probablement été mise au point au cours du conseil des 30 août et 1er septembre. C'est ce qui ressort d'une lettre d'un Français du nom d'Antoine L'Épinart, résidant parmi les Hollandais d'Albany et qui semble renseigner aussi bien les Français que les Anglais. Cette fois, il écrit à Denonville : « Les Anglais qui se sont rendus chez les Outaouais ont été bien reçus; les Outaouais les ont invités à revenir avec des marchandises; les Anglais leur ont procuré la libération de leurs prisonniers détenus par les Iroquois; par ce moyen, les Outaouais seront plus attachés aux Anglais qu'à nous; les marchands d'Albany ont prié instamment le colonel Dongan de demander aux Iroquois de remettre leurs prisonniers; le colonel a convoqué un conseil des cinq tribus qui sont allées le voir de concert; c'est l'opinion générale que le colonel obtiendra ce qu'il veut des Iroquois et ainsi les Anglais attireront à eux les Hurons et les Outaouais, et leurs prix plus élevés ruineront notre commerce. » Le même correspondant affirme en plus que cinquante marchands qui font la traite ont constitué une société, qu'ils se rendront à Michillimakinac; ils ont déjà acheté des canots. Le bas niveau de l'eau dans les rivières a jusqu'ici empêché leur départ, ils attendent des pluies. Les Tsonnontouans ont promis de les escorter.⁴

Le père Jacques de Lamberville est aussi au courant de cette initiative. Le 4 novembre, il parle de ce sujet dans une lettre au père Bruyas. Dongan aurait dit aux Iroquois : « Pourquoi avez-vous tué des Hurons? Je veux que les prisonniers de cette nation soient remis. Mes compatriotes vont chez les Hurons; que deux Iroquois de chaque tribu les accompagnent » . . . Le missionnaire signale que vingt canots hollandais d'Albany ont passé récemment à Onnontaé; ils s'en vont chez les Hurons et « ils sont principalement chargés de rum ». « . . . Trente canots additionnels partiront de bonne heure au printemps du même endroit pour un voyage aux Outaouais ». Un Onneyout se serait même rendu chez les Nipissings pour les prier de s'établir en Iroquoisie.

Comme on le voit, Denonville sera bien renseigné d'avance. Il exposera toute la question dans une dépêche du 18 novembre. Il a envoyé à New-York un émissaire très intelligent qui a eu des entretiens particuliers avec Dongan et a su découvrir les faits. Le colonel Dongan a permis à cinquante citoyens de New-York et d'Albany, parmi lesquels il y a des Français, de partir pour une expédition de traite à Michillimakinac;

⁴ Morgan, *op. cit.*, I, 138.

ils hiverneront chez les Tsonnontouans et quand ils s'éloigneront au printemps, ceux-ci fourniront l'escorte. Ils auront avec eux les prisonniers hurons qui ne sont pas encore libérés et ils les remettront de la part de Dongan. Par les services qu'il leur rend ainsi, le gouverneur espère détacher les Hurons et les Outaouais de l'alliance française et les attacher aux Anglais. Ils apportent quantité de marchandises qu'ils vendront à un prix beaucoup moins élevé que les Français. Dongan aurait donné ensuite des ordres pour que cent cinquante autres Anglais, accompagnés de plusieurs Mohicans, suivent les premiers avec d'autres articles de traite; ces derniers partiraient au printemps. Denonville croit que ce second groupe a l'intention de se poster à Niagara; s'il s'installe là, les Français devront les chasser, sinon ils perdront le commerce des pelleteries.

Encore ici, Dongan veut donner de la substance à sa théorie des frontières à l'effet que ces Indiens alliés ne dépendent ni de la France, ni de l'Angleterre et que n'importe quel blanc peut faire le commerce avec eux. Il en avait dit un mot à Denonville dans une lettre du 1er septembre, le jour même où se terminait le conseil anglo-iroquois d'Albany. « J'ai seulement permis à plusieurs personnes d'Albany, disait-il, de faire la traite avec les Indiens les plus éloignés, leur donnant des ordres sévères de ne pas se mêler avec vos gens, et j'espère qu'ils recevront la même courtoisie de vous »... Il est aussi « légal pour les Anglais que pour les Français de faire la traite à cet endroit, puisqu'ils en sont plus rapprochés de plusieurs lieues ».

Et le 4 novembre, Dongan donnera au colonel Patrick Magregorie qui parle les langues indiennes et a été maître-général de la milice de New-York, une commission qui l'établit chef de l'expédition des marchands d'Albany qui vont en traite au pays des Outaouais. Il sera commandant d'une compagnie.

Un peu plus tard, en février 1687, Dongan expédiera son propre rapport à ses chefs. Avant son arrivée, écrira-t-il, « aucune personne de cet Etat n'avait jamais été au-delà du pays des Tsonnontouans. L'an passé, quelques-uns de nos gens allèrent en traite parmi les Indiens éloignés, nommés Outaouais, qui habitent à une distance de trois mois de voyage à l'ouest, et au nord-ouest d'Albany et ils en rapportèrent beaucoup de castors. Ils trouvèrent un peuple plus disposé à faire la traite avec eux qu'avec les Français, ceux-ci étant incapables de les protéger contre les armes de nos Indiens, avec qui ils sont continuellement en guerre; nos Indiens ont ramené de là, l'an passé, un bon nombre de prisonniers. La semaine dernière, j'ai appelé quelques-uns de nos Indiens à

New-York; quand ils furent ici, j'obtins d'eux que certains membres de leur tribu accompagnent nos compatriotes qui, d'Albany et d'Esopus, se rendaient chez ces peuplades éloignées; et qu'ils ramènent avec eux les prisonniers qu'ils ont capturés afin de les remettre en liberté et d'enterrer la hache de guerre avec ces ennemis; afin, par ce moyen, d'ouvrir un chemin à ces Indiens éloignés pour qu'ils puissent venir faire la traite en sécurité à Albany et que nos gens puissent se rendre chez eux sans trouble et sans difficulté ».⁵

Sur une couple de points minimes, ce récit s'éloigne un peu de la vérité. Mais il est certainement tel que l'on est en droit de se demander si le colonel Dongan n'a pas inspiré aux Tsonnontouans la capture des prisonniers hurons et outaouais, les raids contre les Miamis. Ces deux épisodes s'emboîtent parfaitement dans la politique générale de Dongan, qui consiste à réclamer pour l'Angleterre, l'ouest et le nord-ouest du lac Michigan et à détacher de la France les Indiens alliés qui ont fourni en 1684 un contingent de guerre. Il détruirait ainsi une menace qui pèse sur une Iroquoisie chère aux commerçants d'Albany et ouvrirait un beau champ à la traite. Qui mérite le mieux la guerre que Denonville prépare, les Iroquois ou les Anglais?

Denonville saura donner une bonne réponse à Dongan : « Vous avez donné des ordres, dira-t-il, et vous avez envoyé des passeports pour que des canots aillent en traite à Michillimakinac, où les Anglais n'ont jamais mis les pieds et où nos Français sont établis depuis plus de soixante ans. Je ne dirai rien des intrigues et des manoeuvres auxquelles vos gens ont eu recours, et de vos ordres pour tourner contre nous, toutes les tribus indiennes établies parmi les Français ».

Cet argument est exact. Mais si Denonville avait poursuivi de grandes négociations avec la Confédération, Dongan aurait-il pu s'immiscer au même point dans les affaires iroquoises, donner des ordres comme il le fait, exercer des pressions, et maintenant préparer cette expédition avec son concours? Il est à peu près sûr que celle-ci lui déplaisait. Nombre d'historiens ont dit qu'elle voyait d'un mauvais oeil les marchands anglais s'engager dans de vastes échanges commerciaux à Michillimakinac et assumer un rôle d'intermédiaire qu'elle voulait garder, ce qui l'aurait réduit à l'insignifiance. Mais la demi-menace française militaire qui pèse sur elle tout le temps lui enlève toute force pour se soustraire à la politique de Dongan. Elle peut demain avoir un besoin mortel de cet homme.

5. Morgan, *op. cit.*, I, 100.

Appuyée sur une paix française intelligente et ferme, travaillée à fond par des hommes comme Charles Le Moyne, le père Jacques de Lamberville, les Iroquois catholiques, n'aurait-elle pas manifesté des réactions bien différentes? Cette possibilité demeure, bien que l'on ne puisse la mesurer exactement. Mais la politique d'amitié étant morte dans les sphères officielles, la situation se détériore rapidement durant les années 1685 et 1686. L'Iroquoisie devient peu à peu le fief de Dongan; il y noue ses intrigues. Ses initiatives hardies désarçonnent le parti français. Dans ces circonstances, la guerre devient inévitable. Peut-elle déplaire à Dongan? Pas le moins du monde, elle lui livrerait à fond l'Iroquoisie. Toutefois, il ne peut poursuivre une politique belliqueuse car les rois de France et d'Angleterre sont en paix.

Aussi, ce sont des cris de désespoir que Denonville pousse à l'automne de l'année 1686. Il écrit dans ses dépêches, et avec combien de raisons : « Notre réputation est absolument détruite parmi nos amis et nos ennemis ». Iroquois et Indiens alliés se tournent du côté de l'État de New-York. Il gémit : « . . . La colonie doit être considérée comme perdue si nous ne faisons pas la guerre l'an prochain; de tous côtés, ils (les Iroquois) détruisent nos alliés qui sont sur le point de nous tourner le dos si nous ne nous déclarons par pour eux ». Et les « Tsonnontouans et les Anglais se comprennent de façon charmante et sont en parfaite harmonie ». Comment ne pas prendre les armes pour « la colonie qui est en danger évident de périr . . . Je ne crois pas que la prochaine année se passe sans que nous ne perdions absolument tout notre commerce ». Si le père de Lamberville n'avait pas exercé son influence, aucun canot n'aurait pu descendre l'Outaouais sans être pillé. L'état des affaires « exige absolument que nous fassions la guerre sans aucun autre délai ». Ce tableau est exact. Cependant, il est un résultat dont le gouverneur est en partie l'auteur. Lui qui avait reçu quelques centaines de soldats et qui avait un bon corps de troupes à sa disposition, pourquoi ne s'en était-il pas servi pour appuyer et imposer une politique de paix?

Alors, le sort en est définitivement jeté. Denonville ne reviendra pas sur sa décision. Il a pris d'excellentes mesures pour capturer l'expédition anglaise de commerce commandée par Magregorie. Du Lhut s'est fortifié au Détroit avec cinquante coureurs de bois. Il a tout l'équipement nécessaire pour y passer l'hiver, empêcher les Tsonnontouans de faire trop de mal aux Indiens alliés dans le Michigan ou plus loin, s'opposer au passage de la flottille. Un autre chef énergique, La Durantaye, s'est retranché à Michillimakinac.

Durant ces derniers mois, Denonville s'est occupé sérieusement des Indiens alliés. Comment les rallier dans les circonstances difficiles actuelles? La plupart d'entre eux sont mal disposés contre les Français. Denonville ne perd pas confiance. Dans sa lettre du 6 octobre au ministre, il dira ce qui suit : « Je vous envoie de nouveau . . . copie des ordres que j'ai donnés pour le rassemblement, pour l'ordre de marche, pour l'arrivée de nos Indiens alliés à Niagara avec les sieurs Du Lhut et de La Durantaye. Vous verrez aussi, Monseigneur, les ordres que j'ai donnés pour que les Illinois attaquent les Iroquois par le sud. Tout ceci paraît bien sur le papier, mais le plan est encore à exécuter ».⁶

Dans le district de Michillimakinac qui est très vaste, Denonville peut compter sur des hommes qui ont beaucoup d'adresse dans les relations franco-indienne. La Durantaye, Du Lhut, Perrot, La Forest, le père Enjelran, d'autres missionnaires, sauront dans une bonne mesure déjouer sur place les manœuvres anglaises ou iroquoises. Plus au sud, au fort Saint-Louis, est posté l'énergique Tonty, surnommé Bras-de-Fer. N'ayant pas reçu de nouvelles de La Salle, il a quitté son poste à la mi-février 1686, en canot, avec quelques aventuriers endurcis comme lui. Il a atteint les bouches du Mississipi, a parcouru de grandes distances sur la grève, dans la direction de l'est et ensuite de l'ouest; il ne découvre pas les traces de son chef qui, encore plus à l'ouest, s'est retranché dans un fortin. Tonty revient à Saint-Louis où il trouve les ordres de Denonville. Il saute tout de suite en canot et aborde à Québec en juillet. Il a des conférences avec le gouverneur qui veut organiser l'attaque contre les Tsonnontouans. « Je lui ai donné, dira celui-ci, vingt bons Canadiens, avec huit canots chargés de cent cinquante mousquets, je n'avais pu en trouver plus dans le pays. Il apporte de la poudre et du plomb et d'autres marchandises pour le commerce. Si les fusils que vous avez envoyés avaient été arrivés, je lui en aurais donné un bon nombre. Il est parti à la fin d'août et il calcule qu'il arrivera au fort Saint-Louis avant le départ des chasseurs ».⁷ Tonty ne sait pas dans quelle mesure il réussira. Il produit une excellente impression sur le gouverneur. Et il retourne à son point de départ, accomplissant dans l'année l'un des plus célèbres périples de son temps.

Du côté des Indiens alliés, les résultats sont incertains. Du moins, les plans généraux de Denonville sont-ils nets, précis? Non. En cette fin d'automne, ils sont encore flottants et inquiétants. Il annonce son

6. Morgan, op. cit., I, 136.

7. Morgan, op. cit., I, 136.

fameux projet d'assembler « toutes les tribus iroquoises, le printemps prochain, à Katarakouy, pour tenir un conseil sur nos affaires. Je suis persuadé que bien peu viendront, mais mon principal dessein est de les attirer là ». En un mot, le gouverneur, qui n'a pas encore entrepris de grandes négociations, veut maintenant tenir un grand conseil à Katarakouy, mais c'est une feinte. Il utilisera la politique d'amitié ancienne pour amener au rendez-vous des Iroquois dont il se saisira; il veut donner le change sur ses mouvements afin d'attaquer l'Iroquoisie par surprise. Il surestime grandement la valeur des guerriers iroquois; il surévalue la cohésion des tribus iroquoises. Il prépare un traquenard pour y faire face.

Alors, que fera-t-il du père Jacques de Lamberville, des autres missionnaires, des chefs onnontagués? C'est en eux qu'est réfugiée aujourd'hui l'idée de Tracy et de Courcelles. Il s'en servira pour tromper les Iroquois jusqu'à la fin. Pouvait-on imaginer fin plus ignominieuse d'un grand dessein? Des gens sincères deviennent, sans le savoir, complices d'un projet qui tue leurs plus chères espérances. Pendant ces mois, et jusqu'au jour où Denonville aura exécuté l'arrestation des sachems ennemis, leur vie est à la merci d'une révélation nette des préparatifs de guerre, d'une indiscretion, d'un espionnage. Le gouverneur le comprend bien. « Cependant », dira-t-il, « le pauvre père ne connaît rien de nos intentions. C'est un homme de talent, et qui dit lui-même que les affaires ne peuvent demeurer en leur état présent. Je suis très malheureux de le voir ainsi exposé; mais si je le fais revenir cette année, la tempête éclatera plus tôt sur nous, car son retour leur révélera quels sont nos plans ». Le missionnaire pourra peut-être venir à Katarakouy avec les Onnontagués, demeurer là, et de ce poste, gagner la Nouvelle-France. Mais on voit tout de suite dans quelle position perfide il est placé, donnant tout le temps des assurances à l'effet que la paix dure et va subsister. Aussi, les Onnontagués, ces sauvages, ces barbares sauront à cette occasion donner à la Nouvelle-France l'une des leçons les plus cinglantes de bonne foi et de droiture qu'elle ait jamais reçues : ils épargneront la vie du père Jacques de Lamberville; ils le renverront indemne dans la colonie. Ils comprendront que leur missionnaire a été trompé comme eux et qu'il est la première victime des machinations de Denonville.

Peu rassuré sur les conséquences de son expédition, le gouverneur veut protéger le sol de la Nouvelle-France et la population de colons. Il organisera des postes fortifiés, défendus par des garnisons, à Chambly, au Bout de l'Île, à Châteauguay, à La Chesnaye. Advenant le danger, la population pourra se réfugier là. Niagara appelle également un fort pour maî-

triser les Tsonnontouans. Denonville s'aperçoit qu'il a besoin de trois mille soldats pour toutes ces tâches et il n'a pas le moitié de ces effectifs. Il demande de nouvelles troupes. Les recevra-t-il à temps? S'il les reçoit pourra-t-il les lancer tout de suite dans la bataille? Il l'espère, mais ces espoirs semblent vains. Sous certains aspects, la future expédition prend d'avance figure d'équipée.

Le lecteur des dépêches de Denonville à l'automne 1686 est hanté par une idée : que Frontenac n'était-il là pour ajuster la fin et les moyens, savoir ce qui était possible et ce qui ne l'était pas, prévoir avec précision les résultats divers d'une attaque pareille. Même à cette heure dernière, celui-ci comme il l'avait fait dans le passé, aurait tenté de gagner l'amitié des chefs iroquois, les aurait couverts de cadeaux, leur aurait accordé beaucoup de considération, les aurait reçus au Château Saint-Louis. Il leur aurait offert son amitié personnelle, laissant deviner tout le temps qu'il n'avait pas une atome de crainte dans le sang, qu'il voulait la paix mais ne redoutait pas la guerre. Il aurait eu des actions nettes, efficaces. Tandis qu'avec Denonville, qui manque d'expérience, on aboutit à une confusion : il veut détruire les Iroquois et n'attaque que les Tsonnontouans qu'il n'affaiblira même pas; son offensive-surprise ne peut avoir la rapidité-éclair qu'il faudrait pour être efficace; son projet repose en partie sur les Indiens alliés qui sont au-dessous du rôle qu'on leur confiera; l'entreprise inspirera de la crainte aux Iroquois, mais cette crainte les rejettera simplement dans les bras de Dongan, sera l'une des causes profondes du massacre de Lachine, des atroces guerres ultérieures, de la perte de l'Iroquoisie pour la France.

Sans doute, Denonville a approvisionné Katarakouy, cette base est en bon état. La milice et l'armée peuvent battre les Tsonnontouans, c'est-à-dire les refouler dans la forêt, détruire leurs bourgades, leurs vivres. Cependant cette besogne n'est qu'une bien minime partie de l'oeuvre que le Gouverneur veut accomplir. Et l'on se rend compte qu'il entreprend au-dessus de ses moyens, qu'il ne peut qu'irriter l'Iroquoisie, la livrer, bien ligottée, entre les mains de Dongan pour que celui-ci en fasse ce qu'il voudra. Ses mesures sont mal prises, de nature à créer un ressentiment féroce, surtout depuis que les Anglais sont là pour l'attiser, l'enflammer, pour prendre avantage des fautes et les exploiter à fond.

Naturellement, après coup, il est facile de porter des jugements. Nous pouvons dire toutefois que Denonville a manqué de pénétration; qu'il avait probablement une excuse, celle d'avoir été nommé gouverneur avec l'entente tacite qu'il ferait la guerre aux Iroquois et tenterait de faire

mieux que La Barre, et qu'ainsi il était engagé d'avance. D'autre part, les circonstances étaient obscures, difficiles. Il fallait comprendre Dongan qui était un tacticien consommé, opposer manoeuvre à manoeuvre, saisir ce que des troupes françaises pouvaient faire au pays et ce qu'elles ne pouvaient pas faire, exciter l'esprit de liberté de l'Iroquoisie pour l'opposer à la servitude qu'apportait l'Etat de New-York, écouter enfin les griefs des Tsonnontouans, savoir jusqu'à quel point des troupes françaises effrayaient l'Iroquoisie, et par un mélange de crainte et d'amitié, la conserver dans l'orbite de la France. Une Iroquoisie inspirée en sous-main par les Hollandais, notre histoire révèle ce que c'était : une Iroquoisie inspirée par la France avait permis à notre pauvre colonie d'enfin respirer : était-il difficile de prévoir ce que serait une Iroquoisie inspirée par les Anglais? Valait-il la peine de se battre à fond pour conserver le rôle tracé par Tracy. Courcelles, Frontenac? Peut-être aurait-il fallu un homme de génie pour apercevoir vite tous les éléments complexes d'une situation déjà compromise et Denonville n'était pas un homme de génie. On peut même dire qu'il pulvérisa d'un coeur allègre, mais sans s'en rendre compte, le principe précieux qui guidait la politique française envers l'Iroquoisie.

Léo-Paul Desrosiers.